



**Liminaire  
FSU68  
CDEN 19février2021**

La situation sanitaire continue de percuter nos quotidiens professionnels, à l'image de toute la société, avec toujours aussi peu de visibilité sur les différents scénarii discutés dans le secret du conseil de défense sanitaire. Depuis onze mois, les personnels en sont réduits à formuler des hypothèses pour l'organisation de leur travail sur la base de ce que la presse laisse filtrer quant aux perspectives de gestion de la crise sanitaire que se donnerait le gouvernement. Ainsi, le mois de janvier aura été marqué par un « confinera, confinera pas » anxiogène pour les personnels comme pour élèves. Tout le monde sait que l'enjeu central est de limiter au maximum la circulation de l'épidémie et donc les brassages et particulièrement pour l'éducation nationale, celui des élèves. Et aujourd'hui, chacun se débrouille pour ce faire !

Les personnels de l'Education Nationale sont aujourd'hui dans un état d'épuisement professionnel inédit. La politique de destruction des postes dans l'Education Nationale doit cesser, d'autant plus dans le contexte sanitaire que nous connaissons et qui aggrave les inégalités. Malgré les 35 postes alloués au 1<sup>er</sup> degré dans le Haut-Rhin, cela ne suffira pas et les choix seront toujours aussi cornéliens : les décharges de direction peuvent être augmentées, mais au détriment du remplacement ; le dédoublement des GS a lieu en REP/REP+, mais au détriment des classes de PS/MS ; la mesure de 24 en GS-CP-CE1 hors REP/REP+ se met en place, mais en imposant trop souvent la réorganisation pédagogique GS/CP ailleurs....

Comment accepter aussi la multiplication des postes à profil dans le département ? Qu'en est-il de la professionnalité des collègues continuellement remise en cause, sans transparence ni équité, au nom de l'adéquation « poste/profil » et de « l'intérêt du service » ? La FSU continue de revendiquer un recrutement uniquement basé sur le barème et le diplôme professionnel.

Nous dénonçons aussi la transformation, sans consultation des personnels, des postes de Conseillers pédagogiques EPS en postes généralistes tout comme celle des conseillers pédagogiques « Art plastique » et « Education musicale » avec un simple étiquetage « Arts et culture ». Cette mesure entérine de fait la disparition des formations en EPS, en arts visuels et en éducation musicale. Lire, dire, écrire, compter,..... et c'est tout ?

Nous souhaitons aussi rappeler ici que le département n'a toujours pas récupéré les postes de remplacement perdus pendant le quinquennat de monsieur Sarkozy et de son directeur de la DGESCO...

A l'inverse, la FSU exige, dans sa demande d'un plan d'urgence pour l'école, le recrutement de milliers de postes pour répondre aux difficultés actuelles à l'école. La charge de travail augmente et le contexte sanitaire ajoute à la dégradation des conditions de travail. Alors que la pandémie sévit depuis presque un an, les ministres ont refusé d'envisager des conditions satisfaisantes de travail qui garantissent la sécurité sanitaire de l'ensemble de la communauté éducative et l'égalité de traitement de tous les élèves.

A ce propos, la décision prise de suspendre tous les cours d'EPS dans les installations couvertes demeure incompréhensible étant donné qu'aucune étude n'a été réalisée sur une possible contamination plus élevée dans ce cadre. Cette décision en plein hiver rend impossible ou limite fortement le déroulement des cours alors que la période actuelle ne fait que renforcer l'importance de l'activité physique et que l'EPS reste le seul lieu de pratique pour tous et toutes.

Interdire les cours dans les gymnases dans lesquels les distanciations physiques et les gestes barrières peuvent être respectés relève de l'aberration. Nos élèves ont besoin de l'EPS à l'école, seul moyen aujourd'hui de faire du sport.

La FSU vous demande d'ailleurs de clarifier la pratique de l'EPS dans le département.

Les établissements haut-rhinois se préparent aussi à une rentrée à nouveau très difficile. En effet, alors que les effectifs augmentent de 188 élèves, il est incompréhensible que le taux d'encadrement (h/e) baisse : en clair, 188 élèves supplémentaires et seulement l'équivalent de 2 classes supplémentaires en dotation de base par rapport à la préparation de rentrée de l'an passé. Le taux d'encadrement est particulièrement critique dans les établissements de la périphérie mulhousienne, qui n'accueillent pourtant pas un public particulièrement favorisé.

Dans ces conditions, cibler le repère 30 élèves pour chaque niveau en prétendant qu'il représente un surcoût est inacceptable : les effectifs par classe des collèges français sont déjà parmi les plus élevés d'Europe.

Pour enseigner dans des conditions correctes, la FSU revendique 25 élèves dans les classes ordinaires, 23 dans les établissements sortis de l'éducation prioritaire et 20 en éducation prioritaire. Force est de constater que l'on est bien loin du compte : il faudrait en effet ajouter 128 divisions à cette préparation de rentrée.

Malgré sa répartition, le volume d'heures supplémentaire est insupportable. De plus, les pressions exercées sur les chefs d'établissements pour placer « quoi qu'il en coûte » l'ensemble du volume d'HSA qui leur a été notifié créent des tensions et surtout des situations ubuesques où des enseignants qui normalement devraient pouvoir effectuer leur service à plein temps dans leur établissement se retrouvent contraints à effectuer un complément de service !

**C'est pourquoi la FSU continue de réclamer un réel plan d'urgence pour l'école, des moyens en conséquence et dans le respect des demandes des personnels.**